



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/22868
1er août 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

NOTE VERBALE DATEE DU 30 JUILLET 1991, ADRESSEE AU SECRETAIRE
GENERAL PAR LA MISSION PERMANENTE DE L'AUTRICHE AUPRES DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

La Mission permanente de l'Autriche auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation et, en réponse à la note du Secrétaire général datée du 3 juillet 1991 concernant le paragraphe 1 de la résolution 700 (1991) du Conseil de sécurité, a l'honneur de déclarer ce qui suit :

L'Autriche a pris les mesures suivantes pour appliquer l'embargo sur les armes contre l'Iraq visé dans les résolutions 661 (1990) et 687 (1991) du Conseil de sécurité :

1. Le 21 août 1990, le Gouvernement fédéral autrichien, faisant usage de l'autorité qui lui est conférée par la loi fédérale de 1977 concernant l'exportation, l'importation et le transit de matériel militaire, a adopté un décret qui interdit de façon générale toute exportation de matériel militaire, d'armes et de munitions à des fins civiles à destination de l'Iraq. Ce décret prévoit des sanctions pénales additionnelles contre toute tentative de tourner les dispositions du décret.

2. Les transactions ou activités juridiques relatives à l'importation ou à l'exportation d'armes ou d'autre matériel militaire tombent également sur le coup du décret du Ministre fédéral pour les affaires économiques en date du 14 août 1990 en vertu de la loi de 1984 sur le commerce extérieur. Ce décret stipule que toutes les transactions ou activités juridiques relatives à l'importation ou l'exportation de marchandises et de produits en provenance ou à destination de l'Iraq doivent faire l'objet d'une autorisation préalable du Ministère fédéral. La licence d'exportation n'est pas délivrée si la transaction en question n'a pas été approuvée, conformément aux résolutions 661 (1990) et 687 (1991) du Conseil de sécurité, par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990).

Les mesures supplémentaires suivantes sont en préparation :

3. Un projet de loi contenant des amendements à la loi de 1984 sur le commerce extérieur, qui subordonnerait l'exportation de divers autres produits à la délivrance de licence d'exportation, sera présenté sous peu au Parlement. Cette législation, qui est conforme aux arrangements de caractère international relatifs à la non-prolifération, concernera :

- a) Les précurseurs d'armes chimiques;
- b) Les usines et parties d'usines qui produisent des armes nucléaires, biologiques et chimiques; et
- c) Les missiles devant servir de vecteurs à ces armes.

Cette législation continuera à s'appliquer aux armes, munitions et explosifs ne tombant pas sous le coup des règlements visant le "matériel militaire" (voir sect. 1).

Des licences seront également requises pour l'exportation de technologies connexes et pour la promotion des ventes de marchandises mentionnées plus haut exportées d'Autriche vers des pays tiers.

On est en train d'élaborer une législation visant à renforcer encore les dispositions existantes pour éviter la prolifération dans le domaine nucléaire en modifiant la loi sur les garanties.

4. De plus, aux termes d'un projet d'amendement au code pénal, la production ou le commerce d'armes nucléaires, biologiques et chimiques est assimilée à un crime. Il en va de même de la complicité.

Il découle de ce qui précède que l'Autriche est résolue à appliquer l'embargo obligatoire sur les armes contre l'Iraq adopté par le Conseil de sécurité au paragraphe 24 de sa résolution 687 (1991). La position générale de l'Autriche sur l'application des sanctions obligatoires adoptées par l'organe compétent des Nations Unies est exposée dans sa réponse concernant l'application de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité.
